

Master Droit public approfondi

Situation au 1^{er} décembre 2022 de la promotion 2020

Situations après le master

Nombre diplômés : 13
Nombre de répondants : 13
Taux de réponse : 100,0%

Régime d'inscription des répondants :
Formation initiale (FI) : 12
Formation par alternance (ALT) : 1

à 30 mois (au 1^{er} décembre 2022)



à 18 mois (au 1^{er} décembre 2021)



■ En emploi ■ En recherche d'emploi ■ En doctorat ■ En études seules ■ Autres situations

Les chiffres-clés : poursuite d'études et insertion professionnelle directe après le master

- Taux de poursuite d'études après le master**
(Nombre de poursuites d'études après le master / nombre de répondants)

	Tous répondants	FI	ALT
Taux de poursuite d'études	38,5% (5/13)	33,3% (4/12)	100,0% (1/1)

- Durée de recherche active du 1^{er} emploi**

Pour les répondants ayant occupé un emploi, issus de la formation initiale et de la formation par alternance sans formation complémentaire post-master (n=8)

	Eff.	%
Accès direct à l'emploi	3	37,5
Moins de 3 mois inclus	4	50,0
Plus de 3 à 6 mois inclus	1	12,5

	Moyenne	Médiane	Minimum	Maximum
En mois	1,4	1	0	4

- Taux d'insertion après le master**
(Répondants sans formation complémentaire post-master)
Nombre de diplômés en emploi / nombre de diplômés en emploi + en recherche d'emploi

	FI
A 18 mois	100,0% (7/7)
A 30 mois	100,0% (8/8)

- Mode d'accès au 1^{er} emploi après le master**

Pour les répondants ayant occupé un emploi, issus de la formation initiale et de la formation par alternance sans formation complémentaire post-master (n=8)

	Eff.	%
Suite au stage de master 2	3	37,5
Réponse à une annonce	2	25,0
Candidature spontanée	1	12,5
Contacté/démarché par l'employeur	1	12,5
Suite à un 1 ^{er} contrat chez le même employeur	1	12,5

L'insertion professionnelle au 1^{er} décembre 2022 (pour les répondants sans formation complémentaire post-master – n=8)

Caractéristiques de l'emploi

	Eff.	%
Type de contrat		
Fonctionnaire	4	50,0
CDI	2	25,0
CDD	2	25,0
Catégorie socio-professionnelle		
Ingénieur, cadre	3	37,5
Catégorie A de la Fonction publique	3	37,5
Catégorie B de la Fonction publique	2	25,0
Type d'employeur		
Fonction publique	6	75,0
Association/Organisme à but non lucratif	1	12,5
Profession libérale ou indépendant	1	12,5
Temps de travail		
Temps complet	8	100,0
Lieu de l'emploi		
Finistère	3	37,5
Autres départements français	5	62,5
Secteur d'activité		
Administration publique (hors enseignement)	5	62,5
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2	25,0
Santé humaine et action sociale	1	12,5

Revenu net mensuel (y compris heures supplémentaires, primes et 13^{ème} mois)

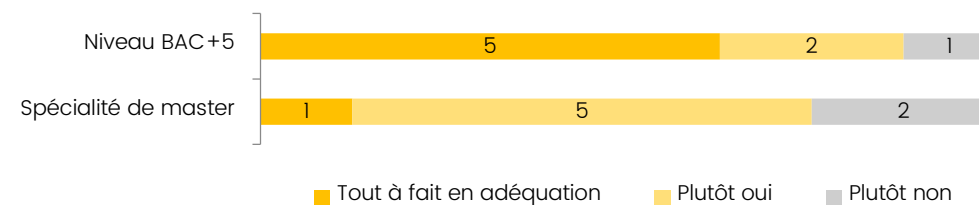
(Pour les répondants issus de la formation initiale en emploi en France, à temps plein, n=8)

	En euros
Médian	2248,50
Moyen	2281,88
Minimum	1660,00
Maximum	3100,00

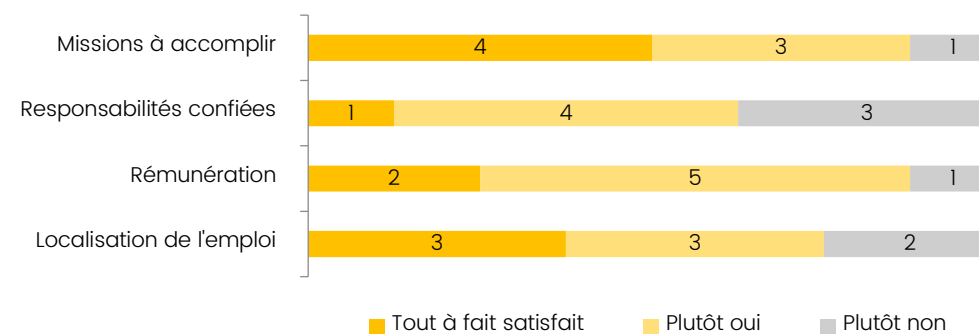
Regards sur l'emploi

1 répondants sur 4 occupent toujours son 1^{er} emploi au 1^{er}/12/2022 (25,0%).

Adéquation emploi – formation :



Appréciation portée sur les principaux aspects de l'emploi :



Exemples d'emplois occupés au 1^{er} décembre 2022 ou au 1^{er} décembre 2021
(pour les répondants sans formation complémentaire post-master)

Régime inscription	INTITULÉ DU POSTE	MISSIONS	SECTEUR D'ACTIVITÉ
FI	Chargé de contractualisation	Contractualisation et aide au montage de projets de recherche et innovation subventionnés dans le cadre du plan France 2030 : rédaction de trames de contrats / analyse financière de projets et d'entreprises partenaires / contractualisation avec les porteurs / intermédiaire entre le personnel scientifique de l'Agence nationale de la recherche (ANR) et les porteurs de projets.	Activités spécialisées, scientifiques et techniques <i>Recherche-développement en sciences humaines et sociales</i>
FI	Chargé d'études en contentieux administratif	Gestion d'un portefeuille de dossiers contentieux / rédaction en contentieux administratif / veille juridique / référent progiciel contentieux.	Administration publique (hors enseignement) <i>Administration publique générale</i>
FI	Délégué à la protection des données	Sensibilisation au respect du règlement général sur la protection des données (RGPD) / accompagnement de collectivités / mise en œuvre de plans d'action.	Administration publique (hors enseignement) <i>Administration publique générale</i>
FI	Gestionnaire des ressources humaines / Juriste	Gestion des droits de la santé éthique / gestion de la carrière des salariés.	Santé humaine et action sociale <i>Activités hospitalières</i>
FI	Inspecteur des finances publiques	Contrôle du respect d'obligations fiscales par les contribuables / apport d'une expertise sur les questions complexes en matières d'imposition des entreprises.	Administration publique (hors enseignement) <i>Administration publique générale</i>
FI	Inspecteur des finances publiques	Contrôle des déclarations de revenus des particuliers (impôt sur le revenu, revenus fonciers...) / contrôle des déclarations de plus-values mobilières et immobilières / contrôle de déclarations de succession.	Administration publique (hors enseignement) <i>Administration publique générale</i>

Exemples d'emplois occupés au 1^{er} décembre 2022 ou au 1^{er} décembre 2021 (Suite)
(pour les répondants sans formation complémentaire post-master)

Régime inscription	INTITULÉ DU POSTE	MISSIONS	SECTEUR D'ACTIVITÉ
FI	Juriste collaborateur de notaire	Rédaction d'audits juridiques et techniques permettant d'avertir le client sur la faisabilité de projets, du ou des immeubles à acquérir ou à vendre / accompagnement dans le montage d'opérations / rédaction d'actes (promesse de vente, vente, BEA...) / recherches juridiques / rédactions de notes juridiques.	Activités spécialisées, scientifiques et techniques <i>Activités juridiques</i>
FI	Coordinateur d'un espace de réflexion éthique de Bretagne	Coordination de dispositifs de réflexion sur la région Bretagne / veille réglementaire dans le domaine de la santé / organisation de formations et de séminaires / communication / coordination de groupes de travail juridique et logistique / gestion d'une bibliothèque.	Santé humaine et action sociale <i>Activités hospitalières</i>
FI	Juriste en droit public	Conseil juridique auprès d'élus locaux et de services d'une commune / rédaction de notes juridiques / rédaction d'actes administratifs / réalisation de tâches administratives liées à la vie du service / réponses aux appels d'offres (rédaction de documents et de cahiers des charges du lancement de marché, gestion de la vie du lancement, ouverture et analyse des offres, préparation et tenue de la commission d'appel d'offres, rédaction des courriers de rejets, formalités post attributions).	Administration publique (hors enseignement) <i>Administration publique générale</i>

Poursuite d'études post-master (n=5)

2020/2021 (n=4)			2021/2022 (n=3)			2022/2023 (n=2)		
Eff.	Intitulé de la formation <i>Établissement</i>	Résultat	Eff.	Intitulé de la formation <i>Établissement</i>	Résultat	Eff.	Intitulé de la formation <i>Établissement</i>	Résultat
n=1	Classe préparatoire intégrée (CPI) <i>École nationale d'administration (75)</i>	Obtenu	-	-	-	-	-	-
n=1	Examen d'accès au centre régional de formation professionnelle d'avocats (CRFPA) <i>Institut d'études judiciaires (IEJ) - Université de Bretagne Occidentale (29)</i>	Non obtenu	-	-	-	-	-	-
n=1	Doctorat en Droit public <i>Université de Bretagne Occidentale (29)</i> Contrat spécifique au doctorat <i>Financement par Allocations de Recherche Doctorale (ARED) de la région Bretagne</i>	En cours	n=1	Doctorat en Droit public <i>Université de Bretagne Occidentale (29)</i> Contrat spécifique au doctorat <i>Financement par Allocations de Recherche Doctorale (ARED) de la région Bretagne</i>	En cours	n=1	Doctorat en Droit public <i>Université de Bretagne Occidentale (29)</i> Contrat spécifique au doctorat <i>Financement par Allocations de Recherche Doctorale (ARED) de la région Bretagne</i>	En cours
n=1	Doctorat en Droit public <i>Université de Bretagne Occidentale (29)</i> Doctorat sans financement et sans emploi	En cours	n=1	Doctorat en Droit public <i>Université de Bretagne Occidentale (29)</i> Doctorat sans financement et sans emploi	En cours	n=1	Doctorat en Droit public <i>Université de Bretagne Occidentale (29)</i> Doctorat sans financement et sans emploi	En cours
-	-	-	n=1	Examen d'accès au centre régional de formation professionnelle d'avocats (CRFPA) <i>Université d'Orléans (45)</i> En études seules	Non obtenu	-	-	-

Caractéristiques des diplômés (n=13)

	Eff.	%
Sexe		
Hommes	7	53,8
Femmes	6	46,2
Nationalité		
Française	11	84,6
Étrangère	2	15,4
Série de baccalauréat		
ES	5	38,4
S	3	23,1
L	2	15,4
Titre étranger admis en équivalence	2	15,4
STG	1	7,7
Département du baccalauréat		
Finistère	10	76,9
Autres départements français	1	7,7
Étranger	2	15,4
Régime d'inscription		
Formation initiale (FI)	12	92,3
Formation par alternance (ALT)	1	7,7
Âge à l'obtention du Master		
	Médian	Moyen
	24 ans	24,1 ans

☞ **Retrouvez l'ensemble des résultats des anciennes promotions et la liste des structures qui recrutent les diplômés de ce master (stage, alternance, emploi et doctorat) :**

<https://nouveau.univ-brest.fr/cap-avenir/fr/page/enquetes-masters>

Contact : observatoire.universite@univ-brest.fr